

24.09.2013 - 11:00 Uhr

## «Global Wealth Report» d'Allianz: le boom des actions donne des ailes au patrimoine

Munich (ots) -

- Les actifs financiers bruts mondiaux ont atteint un nouveau record, à 111 milliards d'euros.
- La Suisse conserve sa première place pour le patrimoine par habitant.
- L'évolution du patrimoine en Suisse en 2012 est nettement supérieure à la moyenne à long terme.
- La Suisse détient le record mondial d'endettement par habitant.
- Selon Michael Heise, économiste en chef d'Allianz: «L'accroissement des écarts de richesse dans la zone euro est préoccupant».
- Les pays pauvres recensent de plus en plus de personnes fortunées alors que les pays riches voient la classe d'actifs inférieure se développer.

Allianz a présenté aujourd'hui la quatrième édition de son «Global Wealth Report», qui analyse le patrimoine et l'endettement des ménages dans plus de 50 pays. Il en ressort que les actifs financiers bruts mondiaux des ménages ont progressé de 8,1% en 2012. Cette croissance, la plus forte enregistrée depuis six ans, dépasse nettement la moyenne à long terme, hors effets de change, de 4,6% par an (de 2001 à 2012). L'évolution positive sur les marchés des actions a dopé cette croissance en 2012: la fortune détenue sous forme de titres a enregistré une hausse de 10,4%. Les actifs financiers mondiaux ont ainsi atteint un nouveau record, pour s'établir à 111 milliards d'euros.

Parallèlement, quatre ans après la chute de Lehman Brothers, l'accroissement de la dette est resté modéré en 2012, à 2,9%. Le taux d'endettement mondial (engagements en pourcentage du PIB) a reculé d'un point supplémentaire, à 65,9 %, contre 71,6% en 2009. Il s'en est même suivi une augmentation à deux chiffres (+10,4%) des actifs financiers nets mondiaux (actifs financiers bruts moins engagements). Toutes les régions ont profité de cette forte hausse. Même la zone euro, frappée de plein fouet par la crise, a enregistré une hausse de 7,2% des actifs financiers nets qui ont, pour la première fois, à nouveau dépassé la valeur d'avant la crise à la fin 2012.

L'évolution positive durant l'année passée ne saurait toutefois combler les profondes brèches dans les bilans de patrimoine privés de la zone euro. Le fossé entre riches et pauvres ne cesse de se creuser. Les actifs financiers nets moyens en Grèce n'atteignent plus que 28 % de la moyenne de la zone euro, contre nettement plus de 50% avant la crise. En Espagne, ils sont passés de 61% à 44% en 2012. «L'accroissement des écarts de richesse dans la zone euro est préoccupant», affirme Michael Heise, économiste en chef d'Allianz. «Les forces centrifuges de la crise risquent à la longue de faire voler en éclats la cohésion européenne. L'Europe doit trouver une solution au plus vite et redonner à tous les Européens des perspectives de croissance et de prospérité. Des mesures supplémentaires d'intégration sont nécessaires à cet effet.»

Un bilan en demi-teinte pour la Suisse

L'évolution du patrimoine a été très positive en Suisse en 2012. Les actifs financiers bruts ont augmenté de 6,2%, soit un accroissement de près d'un point de pourcentage de plus que la moyenne de l'Europe de l'Ouest. Les emprunts n'ayant augmenté «que» de 4,2%, les ménages suisses ont même enregistré une hausse nette de 7,4%. À long terme, le bilan est toutefois assez mitigé: la croissance des actifs financiers nets par tête n'a été que de 0,5% en moyenne par an entre 2001 et 2012, ce qui relègue la croissance de la fortune derrière le taux d'inflation moyen. En Europe de l'Ouest, les Suisses sont ainsi dans le bas de la moyenne: seuls les pays touchés par la crise

de l'euro, comme l'Italie, l'Espagne et la Grèce, ainsi que la Finlande et la Norvège, ont connu une croissance des actifs financiers nets par tête encore plus lente que la Suisse.

Toutefois, en comparaison internationale, la Suisse reste le pays le plus riche (cf. tableau), avec des actifs financiers nets par tête de 141 890 euros en moyenne à la fin 2012. Elle devance ainsi les États-Unis et le Japon. En Europe, les Belges détiennent les actifs financiers nets par tête les plus élevés après les Suisses, soit 73 520 euros. L'écart entre les deux pays s'est ainsi élevé à près de 68 400 euros en 2012. Mais cette avance significative est avant tout imputable à la forte appréciation du franc suisse, considérée comme une «monnaie refuge», qui a gagné au moins 37% par rapport à l'euro depuis le début de la crise. Sans cette appréciation, l'écart par rapport aux Belges serait d'environ 30 000 euros.

Les ménages suisses sont fortement endettés

Le taux d'épargne élevé n'est cependant pas le seul indicateur de la situation patrimoniale des ménages suisses. Avec un montant moyen de 76 200 euros par habitant, l'endettement privé était plus élevé en Suisse à la fin 2012 que dans n'importe quel autre pays du monde. Mesuré en pour cent de la performance économique, le ratio d'endettement s'élevait à 124%. Seuls les Pays-Bas (139,1%) et le Danemark (148,5%) affichaient des taux d'endettement encore plus élevés.

L'accroissement massif de la fortune mondiale en 2012 ne devrait toutefois pas nous laisser à penser que les taux d'intérêts extrêmement bas n'ont pas d'effets sur le développement du patrimoine. C'est le contraire, comme le révèle l'analyse du comportement d'épargne aux États-Unis et dans la zone euro. Ces dernières années, les épargnants ont fortement privilégié les liquidités: la part des dépôts bancaires dans la constitution des actifs financiers a explosé durant les années de crise. La moyenne des cinq dernières années montre que, dans la zone euro, plus de la moitié de la «nouvelle» épargne a convergé vers les banques, et même plus des deux tiers aux États-Unis. Les conséquences à long terme des taux bas pour la constitution de patrimoine sont renforcées par l'abandon d'un placement financier à long terme, qui équilibre le rendement et le risque. La croissance des actifs financiers ressemble quasiment à celle observée au Japon, tout du moins à long terme: depuis la faillite de Lehman Brothers, la croissance annuelle des actifs financiers bruts par tête a été en moyenne de 0% au Japon, de 0,1% aux États-Unis et de 1,1 % dans la zone euro; dans une période comparable avant la crise, la fourchette allait encore de 1,6% au Japon à 10,3 % aux États-Unis. La répartition de la fortune souffre également de la crise et des taux bas. Aux États-Unis et dans la zone euro, le nombre de personnes fortunées («high wealth»)[1] a reculé, tant en chiffres absolus que relatifs (pourcentage de la population globale respective); il a stagné au Japon. D'un autre côté, ces trois régions recensent aujourd'hui davantage de personnes appartenant à la classe d'actifs inférieure: dans la zone euro et aux États-Unis, elles représentant environ 30% de la population, contre 10% au Japon. Les écarts de richesse plus importants aux États-Unis et dans la zone euro font craindre que la politique de taux zéro ne révèle beaucoup plus vite qu'au Japon, pays encore relativement égalitaire, les fractures du tissu social. «Toutes les conséquences de la politique des taux ne se feront sentir que dans l'avenir», commente Michael Heise.

Les pays émergents rattrapent leur retard

Alors que la classe d'actifs inférieure a augmenté dans les pays industriels traditionnels dans le sillage de la crise, l'évolution a été plus réjouissante dans les pays pauvres, où la classe moyenne a fait un véritable bond en avant. Rien qu'en 2012, ses rangs ont grossi de près de 140 millions de personnes, la part du lion de cette croissance revenant à la Chine. L'année dernière, les pays sous revue ont ainsi totalisé quelque 860 millions de personnes disposant d'actifs financiers nets moyens. La vigueur avec laquelle la classe moyenne mondiale se développe ne date pas de 2012. Durant les douze dernières années, les pays émergents ont rattrapé leur retard, puisque la population disposant d'une fortune moyenne a doublé depuis le début du siècle en Europe de l'Est et en Amérique du Sud, et a même été multipliée par dix en Asie (Japon excepté). La classe moyenne mondiale a fondamentalement évolué: en l'an 2000, elle comptait encore près de 60% de personnes en provenance d'Amérique du Nord ou d'Europe de l'Ouest. Aujourd'hui, une personne sur deux est asiatique et cette tendance est à la hausse. La part des personnes en provenance d'Amérique du Nord ou d'Europe de l'Ouest a chuté sous les 30%.

La croissance toujours très forte des actifs financiers bruts est le moteur de ce processus de rattrapage. En comparaison à long terme - et en dépit d'un fort ralentissement depuis 2007 - l'Europe de l'Est reste la championne régionale de la croissance, avec une moyenne de 14,7% par an entre 2001 et 2012. Elle est suivie de près par l'Asie (Japon excepté) et l'Amérique du Sud. Cette «success story» a toutefois un bémol: l'endettement privé a crû encore plus rapidement que la fortune. Au cours des douze dernières années, les ménages d'Europe de l'Est ont augmenté leurs dettes privées de 25,4% en moyenne par an. Mais parallèlement à l'accroissement de la fortune, la croissance de la dette a également ralenti dans la région depuis le début de la crise financière. Dans les autres régions émergentes, comme l'Amérique du Sud et l'Asie (Japon excepté), ce phénomène n'est pas observé. Les ménages privés d'Amérique du Sud ont maintenu la croissance moyenne de leurs dettes à un niveau constant

durant les années ayant précédé et suivi 2007, à 17%; en Asie (Japon excepté), le taux de croissance annuel moyen a même augmenté, passant de 12,3% entre 2003 et 2007 à 15,8% entre 2008 et 2012. «Même si les dettes privées restent à un niveau bas dans la plupart de ces pays, leur évolution doit être suivie de près. Il ne faudrait pas que ces pays réitèrent les erreurs des Européens et des Américains, car une croissance nourrie par la dette n'est jamais durable», affirme Michael Heise.

Le tableau "Actifs financiers nets par tête en 2012, top 20" peut être téléchargé en format pdf sous:  
<http://presseportal.ch/fr/pm/100008591>

Vous trouverez l'étude complète en cliquant sur le lien suivant: <https://www.allianz.com/economic-research/de> à la rubrique Publikationen/Spezialthemen

[1] Comme lors des années précédentes, le «Global Wealth Report» d'Allianz classe les ménages en trois catégories: la classe moyenne («middle wealth») englobe les personnes dont la fortune est comprise entre 4900 et 29 200 euros, la classe «low wealth», les personnes dont les actifs financiers nets sont inférieurs à 4900 euros tandis que la classe «high wealth» désigne les ménages dont les actifs financiers nets sont supérieurs à 29 200 euros.

À propos du groupe Allianz Suisse

Avec un volume de primes de plus de 4,1 milliards de francs, le groupe Allianz Suisse est l'une des principales sociétés d'assurances de Suisse. Font notamment partie du groupe Allianz Suisse: Allianz Suisse Société d'Assurances SA, Allianz Suisse Société d'Assurances sur la Vie SA, la CAP Compagnie d'Assurance de Protection Juridique SA, et Quality1 AG. Le cœur de métier du groupe Allianz Suisse englobe l'assurance, la prévoyance et la gestion de fortune. Elle emploie près de 3 500 collaborateurs et fait partie du groupe international Allianz, présent sur tous les continents, dans plus de 70 pays. En Suisse, plus de 930 000 clients privés et plus de 100 000 entreprises font confiance à Allianz Suisse, à chacune des étapes de leur vie et de leur développement, pour les prestations de conseil ainsi que leurs couvertures d'assurance et de prévoyance. La densité de son réseau de 130 agences lui permet d'être proche de ses clients dans toutes les régions du pays.

Allianz Suisse est partenaire officiel de la Croix-Rouge suisse.

Réserve à propos des déclarations faisant référence à l'avenir

Les prévisions que nous formulons ou les déclarations que nous faisons à propos de l'avenir peuvent être liées à des risques connus et inconnus et à des incertitudes. Les résultats et évolutions effectifs peuvent dès lors considérablement diverger des attentes et hypothèses avancées. Outre d'autres raisons non évoquées ici, des écarts peuvent apparaître en raison de modifications de la situation économique générale et de l'état de la concurrence, en particulier dans les secteurs d'activité et sur les marchés clés d'Allianz Suisse, de l'acquisition et de l'intégration subséquente d'entreprises ou encore de mesures de restructuration. Certains écarts peuvent également être liés à l'importance ou à la fréquence des sinistres, aux taux d'annulation, aux taux de mortalité et de maladie et aux tendances en la matière et, notamment dans le domaine bancaire, à la défaillance d'emprunteurs. L'évolution des marchés financiers et des cours de change ainsi que les modifications apportées à la législation nationale et internationale, en particulier en matière fiscale, peuvent également avoir une incidence. Enfin, la probabilité et l'importance des écarts peuvent être influencées par des attentats terroristes et par leurs conséquences. Les faits présentés ici peuvent également être influencés par des risques et des incertitudes décrits dans les diverses communications d'Allianz SE à la SEC (US Securities and Exchange Commission). La société n'a aucune obligation d'actualiser les déclarations faites dans le présent document.

Contact:

Communication Allianz Suisse  
Hans-Peter Nehmer  
Téléphone: 058 358 88 01  
Courriel: [hanspeter.nehmer@allianz-suisse.ch](mailto:hanspeter.nehmer@allianz-suisse.ch)

Harry H. Meier  
Téléphone: 058 358 84 14  
Courriel: [harry.meier@allianz-suisse.ch](mailto:harry.meier@allianz-suisse.ch)